
Évolution de la ruralité en Kabylie : dynamiques sociodémographiques et mutations spatio-économiques

Evolution of rurality in Kabylie : dynamic socio-demographic and spatio-economic changes

Akli Akerkar



Édition électronique

URL : <http://com.revues.org/7506>
ISSN : 1961-8603

Éditeur

Presses universitaires de Bordeaux

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2015
Pagination : 289-317
ISBN : 978-2-86781-978-0
ISSN : 0373-5834

Distribution électronique Cairn



CHERCHER, REPÉRER, AVANCER.

Référence électronique

Akli Akerkar, « Évolution de la ruralité en Kabylie : dynamiques sociodémographiques et mutations spatio-économiques », *Les Cahiers d'Outre-Mer* [En ligne], 271 | Juillet-Septembre 2015, mis en ligne le 01 juillet 2018, consulté le 19 décembre 2016. URL : <http://com.revues.org/7506> ; DOI : 10.4000/com.7506

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Tous droits réservés



Évolution de la ruralité en Kabylie : dynamiques sociodémographiques et mutations spatio-économiques

Akli Akerkar¹

Introduction

Cette contribution a pour objectif de présenter les principales caractéristiques des espaces ruraux kabyles et de saisir les transformations majeures qu'ils ont traversées depuis l'indépendance. Celles-ci résultent essentiellement, d'une part, des différentes interventions volontaristes de l'État dont ces espaces ont fait l'objet depuis un peu plus d'un demi-siècle et du choix des industries industrialisantes², durant les premières décennies après l'indépendance, comme stratégie de développement dont ils sont victimes³, et d'autre part, des politiques de libéralisation agricole et du plan d'ajustement structurel des années 1980-1990 ainsi que de la violence terroriste de la décennie 1991-2002.

1. Akli Akerkar, ATER, Université Paris Descartes-Sorbonne Paris Cité, akli.akerkar@parisdescartes.fr

2. Ce modèle de développement défini et conçu par G. Destanne de Bernis (1971) puise ses fondements théoriques et conceptuels dans la théorie des pôles de croissance de F. Perroux (1955). Selon cet auteur, par les effets d'entraînement qu'elles génèrent en amont et en aval, ces industries ont pour fonction principale de structurer leur environnement localisé.

3. Les effets de concentration des pôles de croissance sont plus importants que leurs effets de propagation, et de ce fait, les disparités régionales héritées et qu'ils devaient combattre se sont même aggravées. Pour M. Dahmani : « Les pôles de développement ont créé des zones de sous-développement local et aggravé leur dépendance vis-à-vis des centres métropolitains » (1989 : 123). En effet, les complexes industriels créés ont drainé une part importante de la population rurale attirée par les salaires et les emplois plus valorisants et rémunérateurs que ceux du secteur agricole. Par ailleurs, implantés au niveau des plaines près des zones urbaines, ces gigantesques unités industrielles ont englouti des quantités importantes des meilleures terres du pays. Déjà mal en point, l'agriculture et l'espace rural se sont fait ainsi amputer des plus essentiels de leurs forces et capital productifs.

Ainsi, après une période de tentatives de reconstruction ou de renaissance rurale des années 1960-1970, les tendances lourdes à l'œuvre depuis les années 1980 ont radicalement bouleversé les structures sociodémographiques et spatio-économiques des campagnes algériennes. Dans ce processus de grandes mutations du monde rural algérien, quelles sont les principales évolutions des zones rurales de Bejaïa depuis un peu plus d'un demi-siècle ? Et comment celles-ci se présentent-elles aujourd'hui si l'on sait que jusqu'à un passé récent leur taux de ruralité dépassait les 60 % (1998) et que le rôle socio-économique de l'agriculture était essentiel ?

Le processus de recomposition de l'espace rural kabyle, notamment, depuis la fin des années 1980 s'est traduit par : une baisse constante du poids de l'agriculture dans l'économie rurale, un renversement de tendance démographique qui fait de Bejaïa une région à dominante urbaine depuis l'an 2008, l'apparition de nouvelles activités mais dont l'impact demeure encore très faible, un exode rural massif qui s'est accompagné par l'émergence de nouvelles villes moyennes, etc. Ce sont les rapports ville-campagne qui se complexifient davantage et qui sont empreints de l'étalement urbain et de la prédation foncière de la ville, de la redistribution des flux démographiques et d'activités en sa faveur et de la polarisation économique.

Cet article montre que la ruralité⁴ en Kabylie perd de plus en plus de son sens classique ; elle est plus un mythe qu'une réalité. Si les représentations dominantes dans l'imaginaire collectif associent souvent la Kabylie à *Thamurth* (pays), à *Adhrrar* (montagne), à *Thadarth* (village) dont les fonctions essentielles seraient l'agriculture, l'élevage et l'artisanat, et les habitants de la Kabylie à *Imsdhurar* (montagnards) qui conserveraient une culture rurale authentique, celles-ci n'ont pas grand-chose à voir avec la réalité. En effet, la ruralité en Kabylie d'aujourd'hui se trouve contrariée par de nombreux faits : une économie rurale dont l'agriculture n'est qu'un secteur d'appoint, une population rurale inférieure à 50 %⁵ de la population totale et une fragile diversification des activités économiques qui fait de ces espaces ruraux des territoires dorts.

Notre étude relève d'une approche statistico-historique. Elle s'appuie d'une part, sur les rares études ayant été consacrées à ce sujet, et d'autre part, sur l'analyse des données issues des différents RGPH de 1966 à 2008.

4. Nous n'abordons pas ici la dimension culturelle et identitaire de la ruralité qui, sous l'influence de nombreux facteurs socio-institutionnels, économiques, techniques, politiques, etc. a connu, elle aussi, des transformations considérables depuis 1962.

5. Même avec une population rurale minoritaire, Bejaïa est parmi les wilayas ayant le taux de ruralité le plus élevé derrière Adrar (63,51 %), Mostaganem (61,89 %), Bouira (58,96 %), Tizi-Ouzou (54,85 %), Ain Defla (51,3 %) et Chlef (50,25 %).

L'établissement des indicateurs (taux d'urbanisation, taux de ruralité, taux d'agglomération, mouvements migratoires) permet de saisir les grandes dynamiques sociodémographiques qu'a connues la région depuis l'indépendance. L'analyse des mutations spatio-économiques, quant à elle, en plus des sources déjà citées, repose essentiellement sur l'exploitation des données recueillies auprès des sources institutionnelles locales : Direction des services agricoles (DSA), Direction de la planification et de l'aménagement du territoire (DPAT), Caisse nationale des assurances sociales (CNAS).

L'article s'organise en trois parties. La première présente les principales politiques de développement rural en Algérie depuis un demi-siècle et leurs résultats. La seconde cherche à explorer les dynamiques sociodémographiques dans les zones rurales en tentant de montrer leurs implications sur la redistribution spatiale des flux de populations (agglomération, exode, migration et urbanisation). La troisième se livre à une analyse des faiblesses de l'économie rurale de la wilaya en mettant l'accent sur sa vocation agricole contrariée, les difficultés d'accès à l'emploi et la fragilité de la diversification non agricole.

I - Un demi-siècle de politiques de développement rural, quel bilan ?

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la réalité rurale a connu des évolutions parallèles sinon convergentes⁶ entre les pays du Nord et les pays du Sud (Campagne et Pecqueur, 2014). Eu égard à ces évolutions, Berriet-Sollicet *et al.* (2001, 2009) distinguent quatre acceptions du développement rural en Europe, qui ont connu chacune un âge d'or en fonction des représentations, des objectifs et des défis de chaque époque, mais qui aujourd'hui, cohabitent et coexistent (Torre et Vollet, 2016)⁷, s'entremêlent et s'imbriquent au gré des réformes et des réajustements (Berriet-Sollicet *et al.*, 2013).

En se référant à cette classification, on distingue pour l'Algérie : la logique de développement régional, la conception agrocentrée et la vision intégrée et territoriale du développement rural. À ces trois conceptions⁸ correspondent trois types d'interventions ou politiques de développement rural : la politique d'aménagement du territoire et de développement régional ainsi que la

6. Avec un décalage chronologique bien entendu.

7. Même si pour ces auteurs, cette coexistence est chahutée face aux nouveaux questionnements liés aux conditions du maintien de la dimension productive de ces espaces et à la force structurante des relations à la ville.

8. Si la conception environnementale est présente dans les documents et le discours des responsables en charge des espaces ruraux, elle s'est rarement traduite sur le terrain en actes concrets.

politique agricole, qui ont été mises en œuvre simultanément depuis les années 1960 jusqu'au début des années 1980, et enfin la politique territoriale depuis l'avènement du Plan national du développement agricole et rural (PNDAR)⁹ à partir de l'an 2002.

À l'indépendance, l'Algérie hérite d'un espace fortement désarticulé, marqué par de profondes disparités régionales et inégalement mis en valeur. Cet espace est le produit de deux sociétés préexistantes : la société précoloniale et la société coloniale (Côte, 1983). Le poids de cet héritage est tel que « des pans entiers de l'espace actuel en restent marqués » (*op. cit.* : 43).

Dès l'indépendance le pays cherche à réduire ces disparités spatiales et l'équilibre régional était l'une des principales priorités du pouvoir central. C'est ce qu'affirment et réaffirment les différents textes fondateurs et philosophiques de l'Algérie indépendante et les différents plans et programmes du développement. La charte d'Alger (1964) et la charte nationale (1976) rappellent la volonté des pouvoirs publics à sortir les régions rurales de leur sous-développement et de leur isolement par la multiplication des voies de pénétration de la modernité en direction de ces zones marginalisées.

Plus précisément, c'est en 1966 que la question de l'équilibre régional s'est véritablement posée avec le lancement des programmes spéciaux (PS). Il s'agit des programmes touchant prioritairement les zones les plus déshéritées et ayant le plus souffert durant la guerre de libération, particulièrement la Kabylie et les Aurès. C'est une étape que l'on qualifie de phase d'apprentissage de développement économique ou encore de « décollage économique des régions » (Dahmani, 1989).

Les PS sont complétés tout au long de la décennie 1970 par une série de programmes de lutte contre les disparités inter- et intra-régionales. Les plus importants sont : les Programmes d'équipement local des communes (PEL, 1970), le Programme des 1000 villages socialistes (VS, 1971) et le Programme d'industrie locale (PIL, 1974).

Parallèlement à ces programmes planifiés d'aménagement et du développement régional, le secteur agricole a fait l'objet de nombreuses réformes. L'autogestion (1963) et la révolution agraire (1971) avaient pour objectifs l'émancipation du monde rural, l'épanouissement de la paysannerie et son affranchissement de toute forme d'exploitation, par la détermination de nouveaux modes de production et la redéfinition du mode d'appropriation des terres (Benamrane, 1980).

9. Le PNDAR a évolué en Stratégie nationale de développement rural durable (SNDRD) en 2004 et en Politique de renouveau rural (PRR) en 2006.

L'examen des résultats obtenus depuis la mise en œuvre de ces réformes dévoile l'incapacité du secteur agricole socialiste à accomplir les missions qui lui sont assignées. Les rendements stagnent, les exploitations coopératives sont surendettées et mal gérées (Mesly, 1996). Face à ce constat d'échec, l'introduction des mécanismes du marché dans l'agriculture est perçue par les pouvoirs publics comme un moyen de redresser ce secteur. En effet, de nombreuses orientations libérales (liberté des prix, accès à la propriété par la mise en valeur, etc.) ont été appliquées depuis le début de la décennie 1980.

Après ces fameux plans et programmes du développement de la période de l'économie administrée et à la veille du changement de la politique économique du pays, l'histoire du développement de l'Algérie indépendante est contrastée, avec ses zones d'ombre et ses zones de lumière (Ecrement, 1986).

La chute des prix des hydrocarbures en 1986 et son corollaire la crise financière, ont profondément affecté le mode d'organisation de l'économie nationale dans son ensemble. À un régime de planification centralisée se sont substitués les mécanismes du marché pour se lancer dans des réformes d'inspiration libérale, et après une politique interventionniste excessive, l'État commença à se désengager de la vie économique. Soudainement, l'Algérie s'est trouvée dès le début des années 1990 sous ajustement structurel. Et comme les crises frappent souvent plus fort dans les milieux les plus fragiles, ce sont les campagnes qui sont les plus impactées par le plan d'ajustement structurel (PAS) avec comme conséquence principale la privatisation de presque la totalité des activités agricoles (Djenane, 1998).

En plus de ces déséquilibres hérités de la colonisation et engendrés par les politiques de développement de l'après-indépendance, les zones rurales ont subi pendant la décennie 1990 la violence terroriste qui a provoqué des déplacements massifs des ruraux vers les agglomérations urbaines et l'abandon du milieu rural par une part importante de sa population. En une décennie, cette dernière est passée de 50,3 % en 1987 (RGPH, 1987) à 40 % en 1998 (RGPH, 1998). Et en 2015, la population rurale algérienne ne représente que 29,27 % de la population globale (FAOSTAT, 2016).

À la faveur d'une conjoncture pétrolière, très avantageuse à partir de 1999, une nouvelle approche de développement rural commence à émerger avec l'avènement du Plan national du développement agricole et rural (PNDAR) au début des années 2000. Ce programme qui se veut territorial et global a pour ambition la revitalisation des espaces ruraux et agricoles de sorte à les intégrer à l'effort du développement national.

II - Dynamiques sociodémographiques

1 - Des espaces ruraux fortement peuplés et un habitat rural aggloméré

Pour de nombreux spécialistes de l'économie et/ou de la société kabyle et algérienne comme Dahmani (1987), Mahé (2000, 2001), Fontaine (1983), Côte (1996), une des caractéristiques majeures de l'occupation de l'espace kabyle réside dans le paradoxe entre la prédominance de l'espace rural et sa densité démographique très comparable à celle des villes.

En effet, l'occupation humaine des montagnes de la Kabylie, a été, tout au long de leur histoire, très importante et parmi les plus élevée au monde. Malgré ses faibles capacités productives, son relief très accidenté et son isolement géographique, « La Kabylie est plus peuplée que le département le plus peuplé de France », écrit Guy de Maupassant en 1881 lors de ses voyages en Algérie et de sa visite de Bejaïa.

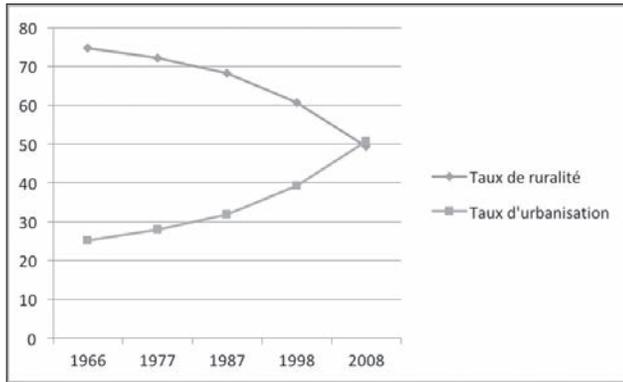
Depuis l'indépendance jusqu'au début des années 2000, la wilaya de Bejaïa était à majorité rurale. Le taux moyen de ruralité entre les quatre premiers RGPH¹⁰ (1966, 1977, 1987 et 1998) avoisinait 69 %. Mais le RGPH 2008 sonne un renversement de tendance particulièrement brutal. En une décennie le taux de ruralité est passé de 60,68 % en 1998 à 49,29 % en 2008 (cf. graph. 1). Et c'est la première fois que la population rurale baisse en valeur absolue (-70 199 habitants) et que le taux d'accroissement annuel moyen de la population rurale est négatif, avec une valeur de -1,46 %.

De 1966 à 1998, la part de la population rurale dans la population totale a connu des baisses constantes mais plus ou moins légères. Elle est passée de 74,77 % en 1966 à 72,09 % en 1977 pour atteindre 68,16 % en 1987, avant de chuter à 60,68 % en 1998. Toutefois, en valeur absolue, la population rurale est en permanente augmentation. Pour la même période elle a presque doublé en passant de 268 480 en 1966 à 520 009 habitants en 1998.

Avec une densité de 300¹¹ habitants au km², Bejaïa est parmi les wilayas les plus densément peuplées d'Algérie après quelques capitales régionales : Alger (3 666,44), Blida (635,98), Annaba (423,56), Constantine (429,12), Oran (685,56) et quelques villes moyennes comme Tizi-Ouzou (316,03), Boumerdès (539,03) et Mostaganem (338,9).

10. Recensement général de la population et de l'habitat.

11. Ce chiffre est celui donné par la SWDRD de 2004. Le RGPH (2008) indique quant à lui une densité de 279,25 habitants/km².



Source : Akerkar d'après RGPH 1966-2008.

Graphique 1 - Évolution des taux de ruralité et d'urbanisation dans la wilaya de Bejaïa

Comme la densité de la population totale de la wilaya, la densité de la population rurale est également très élevée. La Stratégie de la wilaya de Bejaïa de développement rural durable (SWDRD) l'estimait en 2004 à 295¹² hab./km². Mais cette dernière diffère sensiblement d'une commune à l'autre. Elle atteint des pics dans des communes telles que Tibane (953,7), El-Flaye (666,67), Souk-Oufella (657,02), Sidi-Ayad (625,83), Thaskeriout (525,11). Et elle descend jusqu'à 23,95 hab./km² à Ath-K'sila, 48,88 à Ighil Ali, 57,46 à Thamokra, 59,12 à Toudja, etc.

Une autre caractéristique de la population rurale de la wilaya est l'habitat groupé et la forte proportion de la population agglomérée. Celle-ci est répartie dans plus de 1 100 villages¹³ et hameaux dont certains ont une taille, parfois, supérieure à celle des communes des autres wilayas du pays. Le village de Mellala (7 229 habitants) dans la commune d'Oued Ghir illustre bien la taille considérable de certains villages kabyles¹⁴.

Les raisons qui poussent les populations montagnardes à se grouper sont à rechercher dans les conditions géoclimatiques extrêmement difficiles de leur milieu naturel. L'incapacité des individus à maîtriser leur environnement

12. Avec la baisse très sensible de la population rurale entre le RGPH (1998) et le RGPH (2008), ce seuil doit connaître logiquement la même tendance. Mais faute de données sur la superficie exacte de l'espace rural on se contente des données de la SWDRD (2004). En effet, les densités de populations par communes sont données d'une manière globale sans faire la distinction entre la densité de population de l'espace rural et celle de l'espace urbain de la commune.

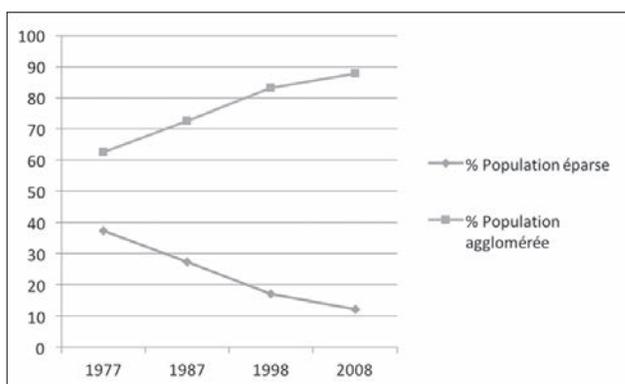
13. Ce chiffre est donné par le document de la SWDRD (2004). Selon A.M. Djenane, le nombre de villages que compte la wilaya en 1997 est de 895.

14. Ces villages très fortement peuplés se trouvent partout en Kabylie. On peut citer Avizar, Raffour et Aomar dans la Kabylie centrale et dont les populations respectives sont de 8 525, de 7 242 et de 7 160 habitants. On peut citer également Oudjana (8 547 habitants) dans la Kabylie orientale.

physique rend indispensable, voire vitale la conjugaison des efforts de tous les membres de la collectivité, comme le montre ce témoignage de M. Feraoun à propos de son village natal, Thizi Hibel, en haute Kabylie.

Nos ancêtres, paraît-il, se groupèrent par nécessité. Ils ont trop souffert de l'isolement pour apprécier comme il convient l'avantage de vivre unis. Le bonheur d'avoir des voisins qui rendent service, aident, prêtent, secourent, compatissent ou tout au moins partagent votre sort ! Nous craignons l'isolement comme la mort. (Feraoun, 1954 : 15).

La tendance à l'agglomération de la population de la wilaya connaît une hausse constante depuis l'indépendance à nos jours, comme l'attestent les différents RGPH. En parallèle à cette évolution, la population éparsée n'a cessé de diminuer aussi bien en valeur relative qu'en valeur absolue. Elle est passée de 191 486 habitants en 1987 à 146 042 en 1998 avant de chuter jusqu'à 112 404 habitants en 2008, soit seulement 12,32 % de la population totale (cf. graph. 2).



Source : Akerkar d'après RGPH (1977, 1987, 1989, 2008)

Graphique 2 - Évolution du taux d'agglomération et de la part de la population éparsée dans la wilaya

Le RGPH (2008) indique que sur les 449 810 ruraux de la wilaya, 337 407, soit un peu plus de 75 % vivent dans 30 agglomérations semi-rurales et 197 agglomérations rurales, définies comme telles par l'ONS (2008). Le reste, 112 404 habitants, soit 24,98 % sont éparpillés dans les zones éparsées.

Les données statistiques de l'ONS (2011) montrent que la taille de certaines agglomérations semi-rurales est plus grande que celle de nombreuses agglomérations chef-lieu (ACL). Et la population de huit (8) d'entre elles dépasse même le seuil arrêté de 5 000 habitants pour définir l'agglomération urbaine : Thinbdar (5 656), Semaoun (7 686), Ighil-Ali (5 803), Henied

(5 659), Souk-Akdim (5 314), Tibane (5 048), Thiniri-Akfadou (6 361) et Mellala (7 229).

Comme l'indique la carte ci-après, le taux d'agglomération est supérieur à 50 % dans 37 communes rurales sur les 39 identifiées comme telles. Il dépasse 90 % dans 16 d'entre elles et atteint 100 % dans les communes de Tibane et Thamokra. Le taux d'agglomération le plus faible est enregistré dans la commune de Thamridjth, avec seulement 17,02 % de la population agglomérée.

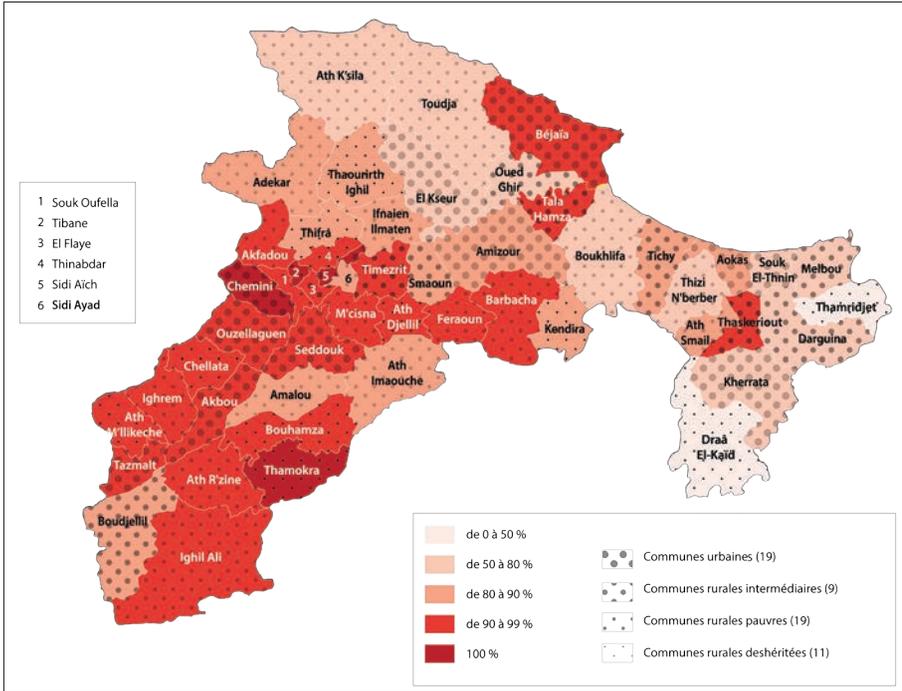
Si le taux d'agglomération de la wilaya et de ses différentes communes a connu une forte hausse en passant de 65,5 % en 1977 à 87,7 % en 2008, la géographie de la répartition de la population par dispersion n'a presque pas évolué entre ces deux dates. En effet, à l'exception de Thaskeriout, les communes du Sahel (Souk El-Thnin, Melbou, Thamridjth, Darguina, Draa-El-Kaid) ont toujours été des zones faiblement agglomérées par rapport au reste de la wilaya. En revanche, les territoires historiques des Ath-Abbas (Ighil-Ali et Ath-R'Zine) et des Ath-M'likeche (Thazmalt et Ath-M'likeche), ainsi que certaines communes de la haute Soummam (Akbou, Seddouk, Ouzellaguen, Ighrem, etc.) se caractérisaient depuis les temps anciens par un habitat en majorité groupé et fortement aggloméré (cf. fig. 1 et 2).

2 - Exode rural massif et migrations importantes

L'espace rural kabyle est traditionnellement une terre d'émigration. L'incapacité des campagnes à s'auto-suffire, le sous-équipement des villages, les conditions de vie difficiles, la disproportion entre une population surabondante et les ressources limitées, la dégradation de la situation sécuritaire depuis le début des années 1990, etc. sont autant de facteurs qui contraignent les ruraux à quitter leur village, temporairement ou définitivement, pour des villes de la wilaya, des bassins d'emplois à travers le pays ou pour l'étranger.

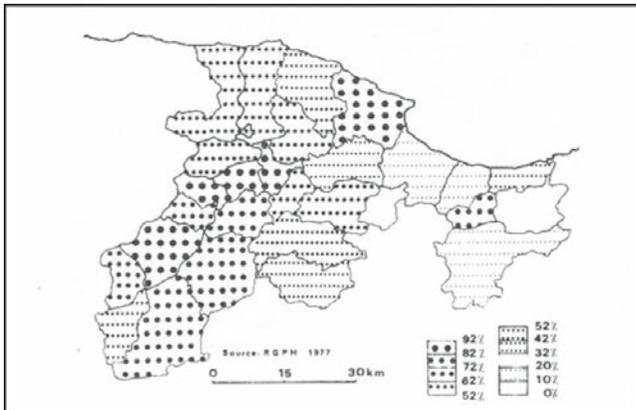
Avec autant d'obstacles on comprend bien avec J. Fontaine (1983), que l'émigration kabyle est une nécessité vitale. En effet, on part pour rester¹⁵, autrement dit pour permettre à ces territoires de continuer à exister. En effet, peu importe le pays ou la ville où il s'installe, le migrant demeure toujours et fortement lié à son village natal et ne rompt jamais les attaches avec ses origines. La plus grande part de ses économies il les envoie aux parents restés à la campagne. Le migrant kabyle « est géographiquement et économiquement

15. On emprunte cette expression à G. Cortes (2000) : « Partir pour rester : survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie) », Paris, Éditions de l'IRD, 413 p.



Source : Akerkar d'après la DPAT de Bejaïa (2008)

Figure 1 - Part de la population agglomérée par communes en 2008



Source : J. Fontaine (1983 : 38)

Figure 2 - Part de la population agglomérée par commune en 1977

à l'extérieur, mais socialement le village natal... reste le centre de gravité de son espace vécu... » (Fontaine, 1983 : 71).

Selon J. Fontaine (1983), en 1896, la population de Bejaïa représentait 6,6 % de la population algérienne et au début des années 1980 elle n'en représentait que 3,09 %, soit moitié moins¹⁶. Il est ainsi fort probable « qu'une population égale à celle de la wilaya l'ait quitté depuis 1896. Il y a là un phénomène d'une ampleur tout à fait exceptionnelle » (Fontaine, 1983 : 73). D'après le même auteur, de 1950 à 1973¹⁷, plus de 10 000 Kabyles, en moyenne, quittaient chaque année leur village pour la France. Au début des années 1980 l'auteur estimait entre 400 000 à 450 000 le nombre de personnes originaires de Bejaïa qui vivaient à l'extérieur, dont 2/3 en Algérie et 1/3 à l'étranger.

Les données statistiques de l'ONS (2001) sur les migrations intercommunales et intercensitaires (1987/1998) au sein de la wilaya indiquent, que 28 communes dont 22 rurales, présentaient des soldes migratoires négatifs (cf. fig. 3). Au total, plus de 38 000 individus ont été touchés par l'exode rural entre 1987 et 1998. Ces derniers sont partis s'installer, soit dans des communes suburbaines qui entourent le chef-lieu de la wilaya comme Thala-Hamza et Oued-Ghir, qui ont gagné respectivement 1 033 et 1 535 habitants, soit à la périphérie des villes de la vallée de la Soummam ou de la plaine littorale : Ouzellaguen (+ 501), Seddouk (+ 725), El-Kseur (+ 544), Melbou (+ 630), etc.

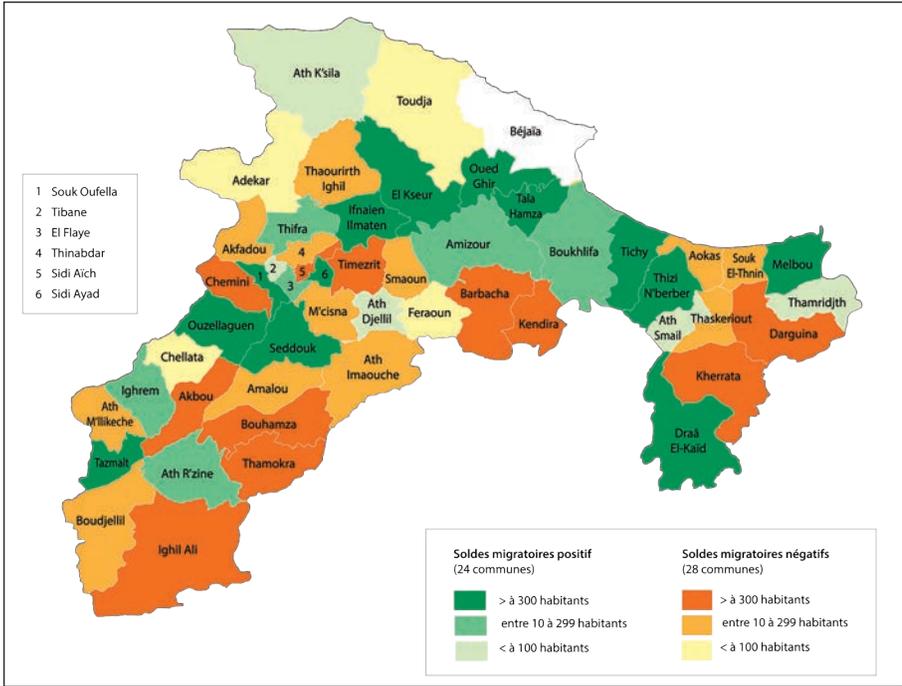
Certaines communes répulsives sont plus durement touchées que d'autres : Barbacha (- 1 034), Kendira (- 854), Darguina (- 786), etc.

Entre 2000 et 2008 ce processus de dépeuplement des campagnes s'accroît sensiblement en touchant davantage de communes et de populations. Trente-deux communes dont une urbaine ont perdu ensemble 60 647 habitants ruraux (DPAT, 2000, 2008). Cette hémorragie démographique atteint des proportions inquiétantes dans certaines communes comme : Kendira (-37,33 %), Thamokra (35,05 %), Bouhamza (-31,62 %), Ighil-Ali (-28,63 %), Ighrem (- 26,24 %), etc.

L'accélération des mouvements migratoires depuis le début des années 1990 peut s'expliquer par l'insécurité et la violence terroriste qui ont poussé les populations des montagnes de l'ensemble Akfadou-Gouraya et celles des

16. Cette baisse de la part de la population de la wilaya dans la population totale du pays résulte bel et bien du déficit migratoire. En effet, l'auteur précise que la natalité n'a pas été beaucoup inférieure à Bejaïa que dans le reste de l'Algérie.

17. Date de l'arrêt de l'émigration algérienne en France.



Source : Akerkar, d'après les données de l'ONS (2001)

Figure 3 - Migrations intercommunales et intercensitaires (1987-1998) dans la wilaya de Béjaïa

Bibans à quitter leurs lieux de résidence en direction de trois destinations (cf. fig. 4) :

- Les agglomérations de la haute vallée de la Soummam (Thazmalt, Akbou, Ouzellaguen, Seddouk, Thimzrith) ;
- Les villes et petites agglomérations situées aux portes du chef-lieu de la wilaya (El-Kseur, Oued-Amizour, Thala-Hamza et Oued-Ghir) ;
- Les villes de la côte Est (Tichy, Aokas, Souk-El-Thnin et Melbou).

3 - Émergence de villes moyennes et urbanisation des campagnes

Cet exode rural massif des populations qui sont à la recherche de la sécurité et de l'ascension sociale à travers l'accès à l'emploi et aux différents services et équipements publics (santé, éducation, communication, etc.), a eu pour premières conséquences l'expansion du phénomène de la périurbanisation

période intercensitaire 1987/1998 à 4,73 % entre 1998/2008 (ONS, 2011). Cette dynamique est observable quotidiennement et se mesure par la forte consommation des meilleures terres agricoles, qui changent d'affectation au profit d'une urbanisation accélérée et anarchique tout au long du couloir de la plaine alluviale de la Soummam et de la plaine littorale, sur lesquelles est construite la quasi-totalité des 21 agglomérations dites urbaines de la wilaya.

La population urbaine croît beaucoup plus vite que la population rurale. Son taux d'accroissement annuel moyen pour la période intercensitaire 1987/1998 était de 3,8 % contre seulement 0,78 % pour la population rurale (ONS, 2011). Si la population urbaine maintient, avec une légère baisse, son taux d'accroissement annuel moyen à 3,3 % pour la période 1998/2008, la population rurale a diminué sensiblement et son taux d'accroissement annuel moyen devient négatif (-1,46 %) pour la première fois depuis l'indépendance.

Cela s'est traduit par l'augmentation du nombre d'agglomérations de plus de 5 000 habitants, qui passe de cinq en 1966 à 29 en 2008¹⁸, et la multiplication par deux du taux d'urbanisation de la wilaya, qui passe quant à lui de 25,23 % à 50,71 % pour la même période (cf. tabl. 1). En effet, en 1966, seules les agglomérations de Bejaïa, Akbou, El-Kseur, Chemini et Ighzer-Amokrane étaient peuplées de plus de 5 000 habitants. En 1977, El-Had (Thimzrith), Thazmalt et Sidi-Aich s'ajoutèrent à ces dernières. Depuis la fin des années 1970, le nombre de ces agglomérations dont 21 ont acquis le statut d'agglomérations urbaines est multiplié par presque quatre.

	1966	1977	1987	1998	2008
Agglomérations > 5000 hab.	05	08	12	28	29
Taux d'urbanisation	25,23	27,91	31,84	39,31	50,71

Source : RGPH (1966, 1977, 1987, 1998 et 2008)

Tableau 1 - Évolution du nombre d'agglomérations > à 5 000 habitants et du taux d'urbanisation (1966/2008)

Sur les 21 agglomérations urbaines en 2008 plus d'un tiers (soit huit) étaient rurales ou semi-rurales en 1987 et cinq d'entre elles (El-Had, Souk-El-Thnin, Ighrem, Aggueni-Gouroise et Oued-Ghir) l'étaient jusqu'à 1998. Comme suite logique à ce reclassement, 70 254 ruraux (soit 15,18 % de la population urbaine en 2008) deviennent des urbains entre 1987 et 2008.

18. Sur les 29 agglomérations de plus de 5 000 habitants en 2008, seules 21 sont considérées comme urbaines par l'ONS.

III - Un milieu rural aux bases économiques fragiles

L'indice de développement de l'économie rurale qui est de 0,310 (MADR, 2006) montre que les territoires ruraux de Bejaïa peinent à sortir de leur sous-développement. Bien qu'elle renferme de nombreuses ressources génériques (matières premières, énergie, épargne privée importante) et des ressources spécifiques (savoir-faire traditionnels et artisanaux, savoirs faire industriels, un fort sentiment d'appartenance), la région se caractérise par la fragilité de sa base économique : une vocation agricole contrariée, un tissu industriel dominé par les entreprises de petite taille, un chômage élevé, un exode rural massif et des migrations importantes.

La région semble ignorer les ressources que recèlent les zones rurales et qui pourraient être la base de leur décollage économique. En effet, les processus de développement qu'a connus la wilaya depuis l'indépendance ont tourné le dos à la mer et à la montagne pour se concentrer sur la vallée de la Soummam et, à un moindre degré sur la bande littorale Est où se développent des activités de transformation, commerciales, du bâtiment, etc. mais auxquelles les potentialités et les dynamiques rurales sont très faiblement intégrées.

1 - Emploi rural, un taux d'activité faible et un taux de chômage très élevé

Il est particulièrement délicat pour un chercheur d'aborder la question du chômage en Algérie car les statistiques officielles ne se fondent sur aucune donnée exacte¹⁹. Les données dont nous disposons et que nous mobilisons ici sont donc à prendre avec précaution.

Comme le montre le tableau ci-après, le taux d'activité s'est nettement amélioré aussi bien au niveau national qu'au niveau de la wilaya de Bejaïa entre les deux recensements (1977 et 2008). En effet, après avoir été la wilaya où le taux d'activité était le plus faible en Algérie et où l'on comptait le moins d'actifs par ménage (Fontaine, 1983), Bejaïa occupe aujourd'hui la 26^e place parmi les 48 wilayas dans ce domaine. Cependant, les forces productives dans la région demeurent faibles en raison d'une sous-mobilisation de certaines catégories de population qui sont en âge de travailler, mais pour de nombreuses considérations, sont classées dans la catégorie des inactifs. Il s'agit surtout des

19. Le ministre de la Prospective et des Statistiques H. Temmar conteste lui-même les chiffres de l'ONS sur l'emploi pour l'année 2011. La presse nationale, dont le quotidien *La tribune*, rapporte la déclaration du ministre lors d'un point de presse qu'il a animé, en avril 2012, à l'Institut national de gestion et de planification (ISGP) : « J'ai demandé à l'ONS une deuxième enquête sur l'emploi pour pouvoir donner ensuite le taux de chômage. Le résultat donné à l'issue du premier sondage ne traduit pas la situation de l'emploi en Algérie ».

203 176 femmes au foyer qui représentent 28,78 % de la population de plus 15 ans et 40 % des actifs si elles étaient classées dans cette catégorie. À cela s'ajoute également le phénomène de migration qui touche en premier lieu la population active.

En se basant sur les études consacrées à la région, on peut constater que le taux de chômage ne cesse d'augmenter depuis une trentaine d'années. Il était de 23,3 % en 1977 (Fontaine, 1983) et de 38 % en 1997 (Djenane, 2000). Actuellement²⁰, si on ne dispose pas de chiffre officiel, la part des entités économiques pouvant employer plus de 50 personnes, qui est de 0,61 %, prouve que le taux de chômage demeure encore très élevé dans la région.

	RGPH 1977		RGPH 2008	
	Nb d'actifs	Taux d'activité	Nb d'actifs	Taux d'activité
Algérie	3 050 000	19,5	10 759 319	43,9
Bejaïa	85 100	16,2	305 907	43,3

Source : RGPH (1977 et 2008)

Tableau 2 - Évolution du nombre d'actifs et du taux d'activité au niveau national et régional

La géographie du chômage n'a pas évolué entre les deux études déjà citées. Les zones de plaines (vallée de la Soummam et plaine littorale) ont toujours été les bassins d'emplois de la wilaya, et les montagnes leur pourvoyeur et réservoir de main-d'œuvre. Cette géographie offre une image contrastée et dessine un territoire fracturé avec des taux chômage qui varient du simple au double entre ces deux espaces.

En 1977, le taux du chômage dans la commune de Bejaïa était de 17,3 % au moment où il variait entre 25 à 45 % dans le massif montagneux des Babor et dans les régions d'Akfadou et Ouzellaguen (Fontaine, 1983). En 1997, ces taux étaient de 43,1 % en zone de montagne contre 32,3 % en zone de plaine (Djenane, 2000). Il faut souligner que même au sein de la zone de montagne, le chômage est différemment ressenti entre les localités. C'est dans les massifs des Babor et de l'Akfadou-Gouraya que l'on enregistre les taux les plus élevés, avec respectivement 46 et 45,5 %.

Comme suite logique à cette différence de taux de chômage entre la zone de plaine et la zone de montagne, les taux de charge sont également plus élevés dans cette dernière. La charge d'un actif occupé en zone de montagne est en

20. Selon le quotidien *La dépêche de Kabylie* du 23 avril 2013, le wali de Bejaïa, lors de sa rencontre avec les élus de l'APW, le 8 avril 2013, a indiqué que le taux de chômage dans la wilaya ne dépassait pas les 10 %.

moyenne de 7,40 personnes alors qu'elle n'est que de 5,95 en zone de plaine. Ce taux constitue un indice pertinent pour mesurer et expliquer les taux élevés de la pauvreté en milieu rural comparativement au milieu urbain.

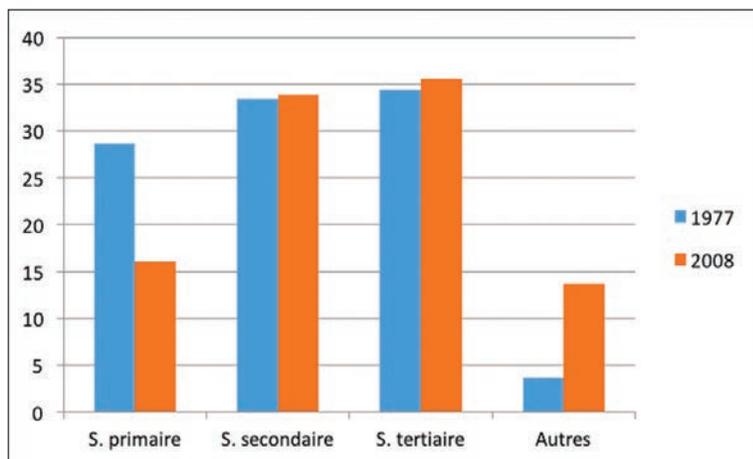
Comme nous l'avons montré plus haut, jusqu'au début des années 2000, la wilaya de Bejaïa était à prédominance rurale. En effet, selon le RGPH de 1998, plus de 60 % de la population de la wilaya habitait encore à la campagne au moment du recensement. Cela pourrait donner l'impression que la région est également agricole. Cependant, cette apparence n'est qu'une illusion. Depuis le RGPH de 1977, et peut-être bien avant, l'agriculture a toujours été le dernier secteur pourvoyeur d'emplois dans la wilaya (cf. graph. 3). Sa part dans la contribution à l'emploi local a même régressé sensiblement entre 1977 et 2008, en passant de 28,7 % à 16,1 % (cf. tabl. 3). Comme corollaire à l'urbanisation croissante, c'est le secteur tertiaire suivi de celui du secondaire qui sont les principaux employeurs. Comme l'a fait remarquer M. Côte : « Le kabyle de 1995 est fonctionnaire, commerçant ou émigré, rarement agriculteur » (Côte, 1996 : 198).

Si l'on procède à la répartition des emplois selon les activités des trois grands secteurs économiques, le bâtiment est de loin l'activité la plus importante, avec 24,3 % des actifs occupés en 2008.

	S. primaire	S. Secondaire	S. Tertiaire	Autres
1977	28,7%	33,4%	34,4%	3,6%
2008	Agriculture 16,1%	Bâtiment 24,3% Industrie 7,63% Artisanat 1,94%	Services 22,4% Administration 12,87% Tourisme 0,27%	13,68%
2008	16,1%	33,87%	35,54%	13,68%

Source : RGPH 1977 et Statistiques de la DPAT de Bejaïa (2008)

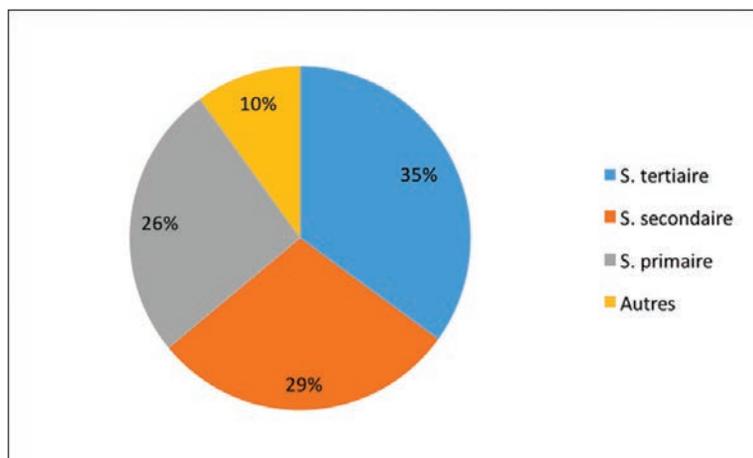
Tableau 3 - Répartition des actifs occupés par secteurs d'activité au niveau de la wilaya (1977 et 2008)



Source : Akerkar d'après les données du RGPH (1977) et les statistiques de la DPAT (2008)

Graphique 3 - Répartition des actifs occupés selon les secteurs d'activité au niveau de la wilaya (1977 et 2008)

Ce schéma de la répartition des actifs occupés au niveau de la wilaya est identique à celui que l'on retrouve en milieu rural. C'est le secteur tertiaire qui est le plus important et qui offre le plus d'emplois (35 %) et le primaire le plus faible (26 %) (cf. graph. 4).



Source : Akerkar d'après les données de la DPAT (2008)

Graphique 4 - Répartition des actifs occupés selon les secteurs d'activité en milieu rural (2008)

2 - Une vocation agricole contrariée

La wilaya de Bejaïa comme la grande partie de la Kabylie présente ce paradoxe d'un territoire au caractère rural mais dont l'économie repose essentiellement sur les activités hors agriculture. Quels sont donc les facteurs pouvant expliquer ce paradoxe d'une économie rurale dont l'économie agricole ne joue qu'un rôle d'appoint ?

Le relief montagneux et accidenté de la wilaya fait que l'espace viable est très réduit, et donc très convoité par toutes les activités. L'urbanisation accélérée a entraîné, en peu de temps, le reclassement de nombreux espaces ruraux en espaces urbains, tout au long de la vallée de la Soummam et de la plaine littorale. Le résultat en est que l'urbain et la plaine se confondent, dans la mesure où les communes urbaines au tissu économique relativement plus diversifié sont aussi celles où l'agriculture est la plus productive et génère par conséquent des activités en amont et aval des exploitations agricoles (bureaux d'études agricoles, commerces de produits phytosanitaires et de matériel agricole, vente et transformation d'aliment de bétail, vétérinaires, etc.)

Le tableau ci-après donne quelques indicateurs de comparaison permettant de mettre en exergue ce paradoxe d'un milieu rural aux potentialités agricoles moins importantes que celles du milieu urbain.

	Milieu urbain	%	Milieu rural	%	Total wilaya
Population occupée dans l'agriculture	26 446	55,2	21 471	44,8	47 917
SAU irriguée (ha)	3 281	50,5	3 219	49,5	6 500
Nombre d'EAC	111	50,7	108	49,3	219
Nombre d'EAI	339	65,7	177	34,3	516
Nombre de vétérinaires	88	88	12	12	100
Nombre d'ingénieurs agronomes	74	82,22	16	17,77	90

Source : DPAT de la wilaya de Bejaïa (2008)

Tableau 4 - Comparaison des potentialités agricoles entre le milieu urbain et le milieu rural (2008)

Avec 40 % (soit 130 348 ha) de la superficie totale de la wilaya, la superficie agricole utile (SAU) est relativement importante. Cependant de nombreux facteurs rendent ce potentiel difficilement exploitable. En effet, environ 80 % de la SAU se situe en zone de montagne. Cela revient à dire que la structure agraire est caractérisée par le morcellement excessif des exploitations agricoles. L'exiguïté des exploitations et le relief escarpé ne permettent pas la pleine utilisation des ressources de la main-d'œuvre familiale ni une mécanisation de ces lopins de terre minuscules.

Par ailleurs, la surface agricole est surchargée démographiquement. Rapportée au nombre d'habitants, la SAU par tête n'a cessé de diminuer depuis l'indépendance, suite à l'urbanisation non maîtrisée et à une croissance démographique rapide. Après avoir été de 0,36 ha en 1966, elle n'est que de 0,14 en 2008 (Fontaine, 1966 et DSA, 2008). La fragilité de la base foncière réside également dans la faiblesse des superficies irriguées. Ces dernières concernent uniquement 6 500 ha, soit 4,98 % de la SAU, tandis que dans la plus grande partie de la SAU, les cultures sont conduites en sec.

L'étude de développement intégré des bassins-versants de la Soummam du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER, 1990), indique que 71 % de ces exploitations se localisent en moyenne et haute montagne et 72 % ont moins de 10 ha. Dans la haute montagne et la plaine, les exploitations se concentrent dans la première classe (0 à 0,5 ha), alors que dans la moyenne montagne, la concentration se trouve dans la deuxième classe (5 à 10 ha). De ce fait, l'étude confirme les caractéristiques d'une agriculture de subsistance au niveau des zones de montagne : fort degré de morcellement, prédominance des micro-parcelles, lopins de terre situés en zones de fortes pentes, difficultés de mécanisation, etc.

Ajoutés à ces handicaps naturels, les problèmes d'ordre socio-économiques et organisationnels ne favorisent pas l'intégration des exploitations au sein de leur environnement : réticences des agriculteurs à l'égard des assurances, difficultés d'accès aux crédits, mauvaise organisation des circuits de commercialisation, insuffisance des moyens de conditionnement, de conservation, de stockage et de transport, etc.

Ce tableau sombre de l'agriculture de montagne notamment sa faible productivité ne doit pas, toutefois, masquer les nombreuses potentialités dont disposent ces zones difficiles. En effet, ces dernières contribuent à plus de 60 % de la valeur de la production agricole de la wilaya. Pour l'année 2008, 75,55 % de la production d'olives et 83,43 % de la production de figues proviennent du milieu rural (DPAT, 2008). Les élevages apicole, avicole et caprin réussissent bien également et connaissent un développement remarquable depuis l'an

2000, après le déclin qui a touché toutes les catégories d'élevage une décennie auparavant.

L'avènement du PNDAR au début des années 2000 avait pour ambition de revitaliser les espaces agricoles et ruraux. Les investissements agricoles réalisés dans la wilaya de Bejaïa entre l'an 2000 et 2004 (973,68 millions de DA) sont de loin plus importants que le cumul des investissements réalisés de 1989 à 2003 (408,18 millions DA)²¹ (DSA, 2004). Si ces efforts ont contribué : au renforcement de l'environnement de l'agriculture par l'émergence de nouveaux acteurs notamment les entreprises de travaux et services agricoles, à l'amélioration des rendements de certaines cultures (maraîchages, agrumes) et à l'augmentation du potentiel arboricole, les impacts du PNDAR sur le secteur sont très mitigés.

L'explication se trouve dans le fait que les conditions de mise en œuvre de ce programme n'ont pas été suffisamment réunies. En effet, les fondements sur lesquels devait reposer cette stratégie de développement agricole (approche participative, réhabilitation de l'exploitant agricole, système de financement approprié, encadrement administratif et technique important, etc.) ne se sont pas traduits réellement sur le terrain.

Par ailleurs, la conception du PNDAR pour le développement de l'agriculture, reposant sur la modernisation et la mise à niveau des exploitations agricoles, s'oppose à celle de l'agriculteur, et se trouve confrontée aux conditions naturelles et socioculturelles dans lesquelles évolue celui-ci. Le relief montagneux de la wilaya contraint les exploitants à s'engager dans des petites actions caractérisant le système de production vivrier, dont la priorité est plus de subvenir aux besoins de consommation familiale que de transformer les exploitations en véritables entités économiques s'inscrivant dans un schéma global de développement agricole.

3 - Une économie rurale de plus en plus diversifiée mais peu productive

La colonisation et les pouvoirs publics de l'Algérie indépendante n'ont pas favorisé l'industrialisation en milieu rural. Tous les investissements étaient réservés aux villes qui étaient, dans l'esprit des autorités, seules susceptibles de lutter contre le chômage et provoquer des effets de propagation nécessaires pour structurer l'espace régional.

21. Ces investissements sont constitués essentiellement des Plans communaux de développement (59,94 millions DA), des Plans sectoriels de développement (214,1 millions DA) et du Fonds national du développement agricole (134 millions DA).

En effet, en 1977, Bejaïa-ville à elle seule, concentrait plus de 44 % (4 900) d'emplois industriels de la wilaya (11 100) (Fontaine, 1983). Le poids industriel de cette ville chef-lieu est encore plus important aujourd'hui. Elle emploie en 2008, près de 62 % (4 634) de la main-d'œuvre du secteur industriel public (7 506) et abrite 50 % (13) des unités de ce secteur (26) (DPAT, 2008). Les unités de cette grande industrie de la wilaya, ne sont pas régulièrement réparties. Le couloir de la Soummam domine avec 73,07 % (19) des entreprises.

Le tissu industriel public de la wilaya repose essentiellement sur quelques unités d'envergure nationale : ALCOVEL, ALFADITEX, ICOTAL, ALCOST SPA, SOMACOB, Complexe COGB/LA Belle, etc.

Ce petit diagnostic du secteur public industriel local confirme davantage l'idée selon laquelle le développement industriel de l'Algérie a sacrifié les spécificités régionales pour répondre aux objectifs et exigences de la planification centralisée. Aucune des entreprises ci-dessus mentionnées n'est basée sur la valorisation des potentialités de la wilaya, encore moins sur celles des zones de montagne. Les sept branches d'activités du secteur public industriel au niveau de la wilaya de Bejaïa (textiles et cuirs, énergie, matériaux de construction, agroalimentaire, etc.), reposent sur la transformation des matières premières importées de l'étranger ou des autres régions du pays.

Concernant le tissu économique dans les zones rurales, la comparaison des données statistiques au lendemain de l'indépendance et celles d'aujourd'hui, montre que des évolutions considérables ont été enregistrées en matière de diversification des activités et de densification des entités économiques et des zones d'activités.

Ainsi, à l'indépendance, le milieu rural béjaoui ne disposait que de quatre usines industrielles employant plus de dix salariés et qui totalisaient 180 emplois. Il s'agit de la Semoulerie de Kherrata (80 salariés), de la Papeterie d'Oued-Ghir (40 salariés), de la Tuilerie-briqueterie d'Oued-Ghir (30 salariés) et de la Tuilerie-briqueterie d'Amizour (30 salariés) (Fontaine, 1983). En 1977, à la faveur de la promulgation du code des investissements, le nombre d'entreprises est passé à 600 et celui des emplois à 2 500. Aujourd'hui, l'économie rurale de la wilaya est exclusivement dominée par les PME privées²². Leur nombre est de 3 862 (30 % du total) (cf. tabl. 5) contre 34 (soit seulement 5,66 % du total) en 1977.

22. Le nombre de PME publiques n'est que de 31, soit 0,24 % du total.

	Nombre de PME	%	Emplois	%
Urbain	8 965	69,90	30 260	70,74
Rural	3 862	30,10	12 515	29,25
Total	12 827	100	42 775	100

Source : CNAS de Bejaïa

Tableau 5 - Répartition des PME par strate et leur contribution à l'emploi (2011)

Toutefois, si le nombre de PME a connu une augmentation significative, notamment depuis la mise en place de nombreux dispositifs d'aide à l'emploi des jeunes et la promotion des investissements (ANSEJ²³, CNAC²⁴, ANGEM²⁵), leur contribution à la résorption du chômage est très faible. En effet, 93,96 % d'entre elles sont de très petites entreprises (TPE) dont les capacités maximales d'emploi ne dépassent pas neuf salariés (cf. tabl. 6), alors que la masse des demandeurs d'emploi qui arrive chaque année sur le marché du travail croît de plus en plus. La contribution de ces PME à redynamiser l'économie locale par la création de la valeur ajoutée est également faible, étant donné que leur chiffre d'affaires annuel n'excède pas 20 millions de DA.

Tranche d'effectif	Nombre de PME	%
De 1 à 9 salariés	12 052	93,96
De 10 à 49 salariés	644	5,02
De 50 à 250 salariés	131	1,02
Total	12 827	100

Source : CNAS de Bejaïa

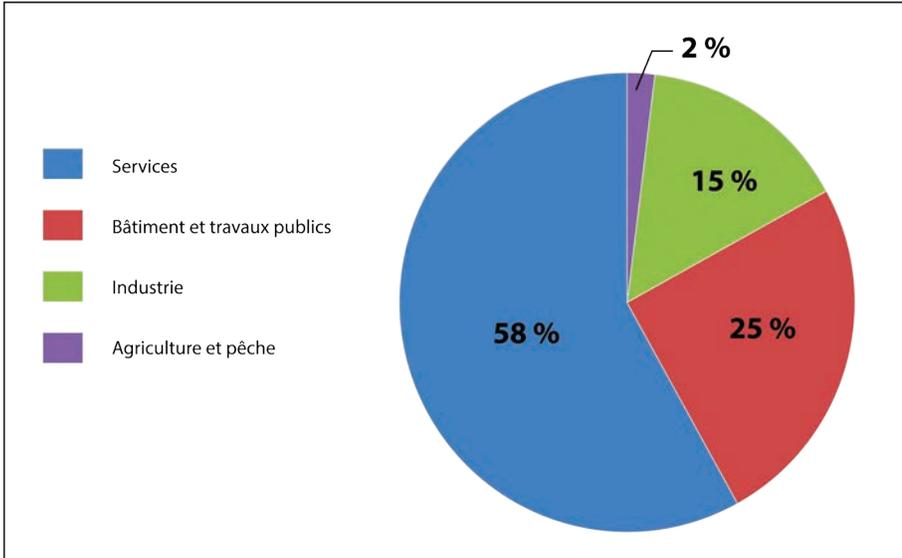
Tableau 6 - Répartition des PME privées par tranche d'effectif (2011)

L'impact dérisoire des PME sur l'économie locale ne s'explique pas seulement par leur petite dimension, mais aussi par la nature peu productive de leurs investissements. Le secteur industriel proprement dit, c'est-à-dire celui qui permet d'impulser une dynamique entrepreneuriale locale, par la transformation et la valorisation des potentialités et ressources de la wilaya, demeure encore balbutiant. La répartition des PME par secteurs d'activité regroupés indique, que seulement 15,19 % de celles-ci exercent dans l'industrie du bois, liège, papier et dans l'industrie agroalimentaire. En revanche, ce sont les services qui constituent le secteur dominant avec 57,46 % du nombre de PME et 34 % du nombre d'emplois (cf. graph. 5).

23. Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes.

24. Caisse nationale d'assurance chômage.

25. Agence nationale de gestion du microcrédit.



Source : CNAS Bejaïa

Graphique 5 - Répartition des PME privées par secteurs d'activité regroupés (2011)

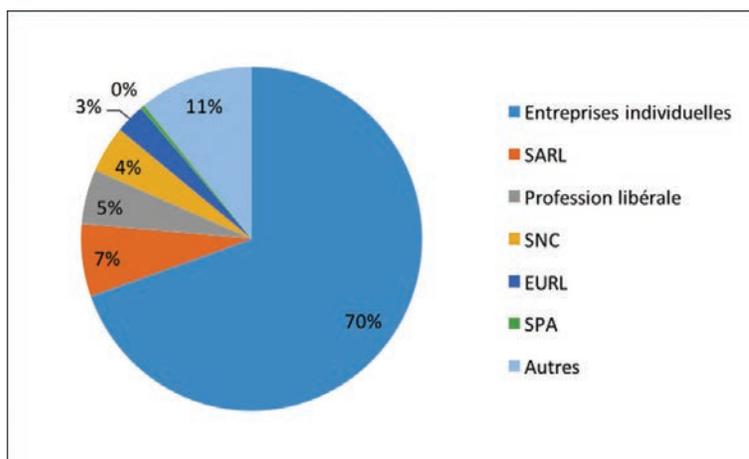
Si nous procédons à une répartition des PME par secteurs d'activités dominants, on constate que le secteur secondaire est constitué essentiellement par le bâtiment et les travaux publics. Ce dernier représente plus d'un quart (25,11 %) des PME de la wilaya et emploie plus de 35,08 % de la main-d'œuvre du secteur privé (cf. tabl. 7). Ce poids très important du bâtiment s'explique par le boom de la construction et de l'immobilier qu'a connu l'Algérie à la faveur des deux programmes quinquennaux (2005/2009 et 2010/2014), d'un million de logements chacun. Quant au secteur tertiaire, le commerce et le transport/communication totalisent à eux seuls 37,63 % de PME mais seulement 22,89 % d'emplois.

Au-delà de leur nombre impressionnant, 72,4 % des PME n'offrent qu'un seul poste d'emploi, celui de l'exploitant. La répartition de ces entités par forme juridique indique que 69,6 % d'entre elles sont des entreprises individuelles, c'est-à-dire qu'elles ne possèdent pas une personnalité juridique distincte de celle de leurs propriétaires. Il s'agit des entreprises de type cybercafés, taxiphones, fourgons de transport de voyageurs, commerce de détail, artisans, etc. le second type de PME est celui des entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL). Leur nombre est de 358 et elle représente 2,79 % du total (cf. graph. 6).

Secteurs d'activité	Nombre de PME	%	Emplois	%
Bâtiments et travaux publics	3 221	25,11	15 005	35,08
Commerces	2 430	18,94	6 500	15,20
Transport et communication	2 398	18,69	3 289	7,69
Services fournis aux ménages	908	7,07	1 606	3,75
Services fournis aux entreprises	786	6,13	1 724	4,03
Hôtellerie et restauration	662	5,16	2 264	5,29
Industrie du bois, liège, papier, imprimerie	637	4,97	1 384	3,24
Industries agroalimentaires	532	4,15	3 929	9,19
Agriculture et pêche	288	2,25	1 600	3,74
ISMME	288	2,25	1 512	3,53
Autres secteurs	677	5,28	3 962	9,26
Total	12 827	100	42 775	100

Source : CNAS de Bejaïa

Tableau 7 - Répartition des PME privées et leurs emplois par secteurs d'activités dominants (2011)



Source : CNAS Bejaïa

Graphique 6 - Répartition des PME par forme juridique (2011) en %

Conclusion

Dans cet article nous avons procédé à une analyse rétrospective des mutations des territoires ruraux de la wilaya de Bejaïa. Le constat le plus marquant de ces évolutions est celui qui a trait aux dynamiques démographiques.

Après avoir été, depuis l'indépendance, une région à dominante rurale, la wilaya perd progressivement les attributs de la ruralité. Ce renversement de tendance qui s'est traduit par la baisse de la population rurale en valeur absolue et en valeur relative, doit être appréhendé comme un bouleversement profond des substrats du monde rural. La nouvelle configuration de la répartition de la population totale et le dépeuplement des zones rurales doivent être pris au sérieux par les pouvoirs publics. Seule une politique globale plus adaptée aux spécificités géographiques et économiques de la région peut rétablir les fragiles équilibres de la wilaya.

En effet, la stratégie des pouvoirs publics pour le maintien des populations rurales par l'amélioration des conditions de vie s'est avérée peu opérante. Le déséquilibre entre la dimension sociale et la dimension économique (longtemps marginalisée et ignorée) s'est traduit par un exode rural massif et par conséquent une urbanisation croissante et rapide des plaines allongeant la vallée de la Soummam et le littoral-Est.

Ces transformations des rapports de la société rurale à son espace se sont exprimées par la fragmentation sociale, spatiale et économique des espaces ruraux de la wilaya. Globalement et sans rentrer dans les détails, on peut distinguer selon la typologie de l'ONS (2011) deux types de territoires ruraux. D'une part, les espaces ruraux agglomérés (dont les zones éparses) qui concentrent plus de 72 % de la population répartie sur 197 agglomérations, d'autre part, les espaces semi-ruraux qui abritent le reste de la population dans 30 agglomérations. Les premiers correspondent aux zones de montagne marquées par un enclavement numérique et physique, une déprise agricole, une dévitalisation socio-économique et un déclin démographique. Les seconds, s'ils peuvent être qualifiés de territoires intermédiaires du fait qu'ils présentent des caractéristiques proches de l'urbanisation, notamment en termes de peuplement et d'accès à certains services, sont très différents en termes de potentialités économiques et de localisation. La grande majorité de ces agglomérations dont la moitié constitue des chefs-lieux de communes, se localise dans la moyenne et haute montagne. Le reste forme de gros villages implantés dans la vallée de la Soummam à proximité des petites et moyennes villes et des voies de communication. L'agriculture et les autres activités économiques y sont relativement développées et la dynamique économique se nourrit de la relative intégration de ces territoires aux espaces urbains.

Bibliographie

Algérie, Ministère de l'Agriculture, Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), 1990 - Étude de développement intégré des bassins-versants de la Soummam.

Algérie, Ministère de l'Agriculture et du Développement rural,

—, 2006 - *Le Renouveau rural*, 211 p.

—, 2004 - *Stratégie nationale de développement rural durable (SNDRD)*.

Algérie, Office national des statistiques, 2012 - *Premier recensement économique 2011, résultats définitifs de la première phase*, Collection statistique n° 172/2012, Série E : Statistiques économiques, n° 69.

—, 2011 - *Armature urbaine, V^e Recensement général de la population et de l'habitat 2008*, Collections statistiques n° 163/201, Série S : Statistiques sociales.

—, 2001 - *Les migrations internes inter-communales à travers les résultats exhaustifs du RGPH 1998*, Données statistiques n° 331, 623 p.

— 1966, 1977, 1987, 1998 et 2008, *Recensement général de la population et de l'habitat*.

Benamrane D., 1980 - *Agriculture et développement en Algérie*, Alger, SNED, 269 p.

Berriet-Sollic M., 2013 - Quelle place pour le deuxième pilier entre tensions financières, enjeux économiques et sociaux et revendications environnementales ? In : Trouvé A. et al. (dir.), *Le développement rural en Europe, quel avenir pour le deuxième pilier de la politique agricole commune ?*, Bruxelles, Éditions PIE Peter Lang, p. 21-46.

Berriet-Sollic M., Schmitt B., Trouvé A. et Aubert F., 2009 - Deuxième pilier de la PAC et développement rural : Le RDR est-il vraiment rural ? In : Francis A. et al. (dir.), *Politiques agricoles et territoires*, Versailles, Éditions Quae, p. 165-182.

Berriet-Sollic M., Daucé P. et Daubard J.P., 2001 - Développement rural : quelle place pour l'agriculture dans les politiques communautaires ? In : *Demeter 2002. Nouveaux enjeux pour l'agriculture*, Paris, Armand Colin, 2001, p. 125-193.

Caisse nationale des assurances sociales (CNAS), 2011 - *Informations de synthèse sur les entreprises*.

Campagne P. et Pecqueur B., 2014 - *Le développement territorial, une réponse émergente à la mondialisation*, Paris, Éditions Charles Léopold Mayer, 268 p.

Côte M., 1996 - *L'Algérie, espace et société*, Paris, Masson-Armand Colin, 253 p.

—, 1983 - *L'espace algérien, les prémices d'un aménagement*, Alger, Office des publications universitaires (OPU), 278 p.

Dahmani M., 1989 - Modernité et aménagement du territoire, In : El-Kenz A. (dir.), *L'Algérie et la modernité*, Dakar, CODESRIA, p. 105-132.

—, 1987 - *Économie et société en Grande Kabylie*, Alger, Office des publications universitaires (OPU), 239 p.

Destanne de Bernis G., 1971 - Les industries industrialisantes et les options algériennes, *Tiers-Monde*, t. 12, n° 47, p. 545-563.

Djenane A.-M., 2000 - *Effets de la libéralisation sur le développement rural et agricole d'une zone de montagne. Le cas de la wilaya de Bejaïa*. Étude réalisée dans le cadre du MOST (Unesco)-IRMC, Tunis, 52 p.

Djenane A.-M., 1998. Ajustement structurel et secteur agricole, *Cahiers du CREAD*, n° 46, Alger, Centre de recherche en économie appliquée pour le développement.

Direction de la planification et de l'aménagement du territoire de la Wilaya de Bejaïa, 2000 à 2008 - *Annuaire statistique*.

Direction des services agricoles, 1989 à 2004 - *Statistiques agricoles*. Bejaïa : Direction des services agricoles de la Wilaya.

Ecrément M., 1980 - *Indépendance politique et libération économique, un quart de siècle du développement de l'Algérie 1962-1985*, Alger/Grenoble, Office des publications universitaires (OPU)/Presses universitaires de Grenoble (PUG), 364 p.

FAOSTAT, 2016 - FAO. <http://faostat3.fao.org/download/O/OA/F>

Feraoun M., 1954 - *Le fils du pauvre*, Paris, Seuil, 146 p.

Fontaine J., 1983 - *Villages kabyles et nouveaux réseaux urbains en Algérie, le cas de la région de Bejaïa*, Fascicule de recherche n° 12, Centre d'études et de recherches URBAMA « Urbanisation du monde arabe », LA 365, Université de Tours, p. 273.

Mahé A., 2001 - Les assemblées villageoises dans la Kabylie contemporaine : traditionalisme par excès de modernité ou modernisme par excès de tradition ?, *Études rurales*, n° 155-156, p. 179-211.

—, 2000 - *Histoire de la Grande Kabylie XIX^e-XX^e siècles : Anthropologie historique du lien social dans les communautés villageoises*, Saint-Denis, Éditions Bouchène, 668 p.

Mesly M., 1996 - *Les vicissitudes de l'agriculture algérienne de l'autogestion à la restitution des terres de 1990*, Alger, Dahleb.

Maupassant G., 1881 - *Mes voyages en Algérie*, Aït Saâda, Éditions Lumières libres, 108 p.

Perroux F., 1955 - Note sur la notion de « Pôles de croissance », *Économie appliquée*, vol. 8, n° 1-2, p. 307-320.

Torre A. et Vollet D., 2016 - *Partenariats pour le développement territorial*, Versailles, Éditions Quae, 243 p.

Wilaya de Bejaïa, 2004 - *Stratégie de développement rural durable*, 35 p.

Résumé

Cet article a pour objectif de présenter les principales caractéristiques des espaces ruraux kabyles et de saisir les transformations majeures dont ils ont fait l'objet depuis l'indépendance. Après une période de reconstruction rurale qui a suivi l'indépendance, les tendances lourdes à l'œuvre depuis les années quatre-vingt ont radicalement bouleversé les structures sociodémographiques et spatio-économiques des campagnes. Le processus de recombinaison qui touche les différentes composantes de l'espace rural, s'est traduit par : une baisse constante du poids de l'agriculture dans l'économie rurale, un renversement de tendance démographique, l'apparition de nouvelles activités économiques, un exode rural massif et l'urbanisation des campagnes.

Mots-clés : Algérie, Kabylie, Bejaïa, ruralité, exode rural, agglomération, urbanisation, diversification économique

Abstract

Evolution of rurality in Kabylie: dynamic socio-demographic and spatio-economic changes

This paper aims to show the main features of the Kabyle rural environment and to take hold of the major transformations since the independence. Indeed, after a period of rural rebirth which followed sovereignty, the heavy tendencies during the last twenty years have radically upset the socio-demographic and spatio-economic structure of the countryside. The recombining process which affects the various components of the rural areas, resulted in: a constant fall of the weight of agriculture in the rural economy, a demographic trend reversal, the appearance of new economic activities, a massive rural depopulation and urbanization of rural areas.

Keywords: *Algeria, Kabylie, Bejaia, rurality, rural depopulation, urbanization, economic diversification*

